

1. Partie responsable

Partie responsable :

CMC France SARL
14 rue de la Manufacture
67606 Sélestat Cedex
Tél. : 03 88 82 43 11

Contact pour la protection des données :

CMC France SARL
Thierry LE SOLLIEC (DPO)
14 rue de la Manufacture
67606 Sélestat Cedex
E-Mail : datenschutz@cmc-group.de

2. Principes de protection des données à caractère personnel - Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par l'Ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018 :

Nous traitons vos données à caractère personnel conformément aux dispositions du Règlement général sur la protection des données (RGPD), de la loi française pré-citée et des autres réglementations applicables en matière de protection des données. Vous trouverez ci-dessous des explications plus détaillées à ce sujet.

Pour pouvoir postuler à un poste vacant, figurer dans notre vivier de talents, etc., vous devez créer votre profil de candidat. Nous ne pourrions voir ce profil que lorsque vous postulerez à un poste vacant. Vous pouvez modifier ou compléter votre profil de candidat quand bon vous semble.

3. Base légale

3.1 Mesures précontractuelles (Article 6.1 b du RGPD et Article 5-2 de la Loi n° 78-17)

Dans le cadre du processus de recrutement, certaines données à caractère personnel seront utiles à la rédaction d'un futur contrat de travail. Le recueil et le traitement de ces données repose alors sur l'exécution de mesures précontractuelles.

3.2 Intérêts légitimes (Article 6.1 f du RGPD et Article 5-6 de la Loi n° 78-17)

Les intérêts légitimes de la société justifient le recueil et le traitement de certaines données à caractère personnel concernant les candidats. Ces données sont recueillies et traitées uniquement dans le cadre du processus de recrutement et dans le respect des droits fondamentaux du candidat. Ces intérêts légitimes sont notamment les suivants :

- fins administratives internes ;
- recrutement en cours (approche directe des candidats) ;
- exercice ou défense d'un droit en justice en cas de litige qui n'est pas directement lié à la relation contractuelle ;
- enquêtes internes et externes, contrôles de sécurité. Le traitement peut avoir pour but la vérification de l'identité et de l'âge, la prévention de la fraude et du blanchiment d'argent (par exemple, comparaison avec les listes antiterroristes européennes et internationales), la gestion de la santé dans l'entreprise et la garantie de la sécurité au travail ;
- comparaison avec les listes de sanctions nationales, européennes et internationales dans le cadre de notre programme de conformité afin de déterminer les données critiques (filtrage). La comparaison dépend dans une large mesure de l'affaire en question et des circonstances propres à chaque cas, c'est-à-dire des risques prévus et des considérations de sécurité pour l'activité considérée.

Peut également figurer la réalisation d'une évaluation avec, notamment, la création d'un profil de personnalité dans le cadre d'un test de personnalité. Bien que l'évaluation du test de personnalité soit initialement automatisée, le contenu est ensuite vérifié par les personnes procédant au recrutement. L'évaluation peut alors être incluse dans les critères qui fonderont la décision d'établir ou non une relation de travail avec vous. L'évaluation vous sera remise personnellement. S'il n'est pas possible de vous la remettre en personne, elle vous sera envoyée par la poste ou sera mise à votre disposition par voie numérique. Bien entendu, nous veillerons à utiliser la méthode de transmission numérique la plus sûre compte tenu de l'état de la technique. Dans le cadre de la procédure de candidature, vos données à caractère personnel peuvent également être consultées par des employés de différents services spécialisés en Allemagne et à l'étranger, mais uniquement dans la mesure où, comme mentionné, cela sert à établir la relation de travail avec vous.

3.3 Finalités relevant de votre consentement (cf. Article 5-1 de la Loi n° 78-17)

Nous traitons vos données à caractère personnel, avec votre consentement uniquement, aux fins suivantes :

- messages sous forme d'« alertes emploi ». Ces alertes se fondent sur votre candidature à un poste vacant spécifique, dans le cadre de laquelle vous avez également créé votre profil de candidat. L'intitulé du poste vacant auquel vous avez postulé sert de mot-clé. Vous pouvez ajouter ou supprimer une « alerte emploi » à tout moment ;
- messages sur les perspectives de carrière. Votre candidature sera prise en considération pour les campagnes de recrutement personnalisées (générées par le système) si vous êtes en même

temps visible dans notre vivier de talents. Ces campagnes de marketing peuvent se référer, par exemple, à des salons de l'emploi en cours où vous pourriez obtenir plus d'informations sur les perspectives professionnelles ;

- recrutement en cours. Approche directe qui s'adresse à vous en tant que candidat.

Vous n'êtes pas obligé de donner votre consentement et il n'y a aucun inconvénient juridique à ne pas le faire. Vous pouvez révoquer votre consentement à tout moment. En principe, la révocation d'un consentement s'applique au futur uniquement. Le traitement effectué avant la révocation n'est pas concerné et reste licite.

4. Catégories et origine des données à caractère personnel que nous traitons

Dans la mesure où cela est nécessaire pour décider s'il convient d'établir une relation de travail avec vous, nous traitons, en plus des données à caractère personnel que vous nous communiquez directement, celles qui ont pu être légalement obtenues auprès de tiers (voir Article 14 du RGPD). Il peut s'agir de données à caractère personnel reçues de prestataires de services externes tels que des chasseurs de têtes ou des opérateurs de réseaux professionnels (par exemple, LinkedIn ou Xing).

Les données à caractère personnel concernées sont :

Prénom, nom, si nécessaire le nom de jeune fille, le genre, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse e-mail, la date de naissance, la nationalité, le statut marital, la description de l'emploi, la date de début et de fin de l'emploi, le parcours éducatif (écoles, études, stages etc.) et le développement professionnel, le titre, la carte de séjour ou le permis de travail et sa date de validité, le détail des documents d'identité, des informations sur vos diplômes et qualifications (le permis de conduire, certificat de secourisme, connaissance d'autres langues etc.), le statut actuel (surtout élève ou étudiant), l'existence d'un handicap, le statut de membre actif ou l'exercice d'une position honorifique au sein d'une association (sportive etc.), le parcours professionnel, le casier judiciaire (dans les limites prescrites par la loi et compte tenu de la fonction au sein de l'entreprise), photos.

En outre, la divulgation de données à caractère personnel peut devenir nécessaire dans le cadre de mesures officielles/judiciaires aux fins de la collecte de preuves, de poursuites pénales ou du recouvrement de créances civiles.

5. Destinataires ou catégories de destinataires de vos données à caractère personnel

Nous ne traitons vos données à caractère personnel qu'au sein de l'entreprise. Les services ou unités organisationnelles internes reçoivent ces données dans la mesure où ils en ont besoin aux

fins établies et dans le cadre du traitement. Les destinataires internes des données sont tenus, dans chaque cas, de ne les utiliser que dans les limites susmentionnées.

Si nous transmettons vos données à caractère personnel à d'autres personnes et entreprises (tiers), par exemple à des prestataires de services qui assurent les services de recrutement pour nous ou qui nous assistent dans cette tâche, ou si nous accordons à tiers un autre accès aux données à caractère personnel, c'est que nous en avons obtenu l'autorisation légale. Si nous confions à des tiers le traitement de données à caractère personnel dans le cadre d'un « contrat de traitement » et leur octroyons ainsi le pouvoir d'influence ou de contrôle nécessaire en ce qui concerne le traitement et l'utilisation de ces données, nous nous conformons à l'Article 28 du RGPD et aux Articles 59 à 61 de la Loi n° 78-17. Toutefois, nous restons responsables envers vous de la légalité du traitement des données.

6. Stockage de vos données à caractère personnel

Tout d'abord, nous tenons à souligner que nous ne supprimons pas vos données à caractère personnel, mais que nous les rendons anonymes. Une fois le processus d'anonymisation effectué, il n'existe plus de référence à votre personne et aucune référence ne peut être rétablie. La réglementation sur la protection des données n'est alors plus applicable. Nous utilisons les données anonymisées surtout à des fins d'évaluation.

En principe, nous traitons ou conservons vos données à caractère personnel pendant la durée des contacts directs dans le cadre d'un recrutement en cours, pendant la durée d'une procédure de candidature et pendant la durée de votre activité dans le profil du candidat. Cela signifie que vos données à caractère personnel en rapport avec une candidature spécifique seront rendues anonymes au plus tard 2 (deux) ans (à partir du dernier contact et uniquement dans le but de pouvoir vous recontacter) après la fin de la procédure de candidature (en commençant notamment par le refus). Si nous disposons de vos documents de candidature uniquement sur support papier, nous vous les renverrons après la fin de la procédure de candidature à notre crédit. L'anonymisation des données à caractère personnel stockées dans votre profil de candidat se fait automatiquement au bout de 2 (deux) ans d'inactivité. Vous en serez informé au préalable par courrier électronique. Si vous vous connectez à nouveau, la période sera automatiquement prolongée d'un (1) an. La condition préalable dans chaque cas est qu'il n'y ait pas de candidature en cours. Si vous configurez vous-même une « suppression » dans votre profil de candidat, l'anonymisation se déclenchera automatiquement 6 (six) mois après cette configuration.

Les informations susmentionnées sur l'anonymisation ne s'appliquent pas si, entre autres, les délais de conservation légaux empêchent une suppression immédiate (ici l'anonymisation) et/ou si un

autre cas visé à l'Article 17 (3) du RGPD se présente et/ou si une nouvelle finalité justifie un traitement ultérieur.

7. Traitement de vos données dans un pays tiers ou par une organisation internationale

Un transfert de données à des entités (par exemple des filiales) dans des pays hors de l'Espace économique européen UE/EEE (dits pays tiers) peut avoir lieu, notamment si cela s'avère nécessaire pour décider s'il convient d'établir une relation de travail avec vous. Le traitement de vos données à caractère personnel dans un pays tiers peut également se produire en cas de recours à des prestataires de services dans le cadre du traitement des commandes.

Sauf si la Commission européenne a jugé le niveau de protection des données adéquat dans le pays concerné, nous garantissons, conformément à l'Article 13 (1) f du RGPD, que vos droits et libertés sont protégés en cas de transferts conformément aux Articles 46, 47 ou 49 (1), alinéa 2, du RGPD et aux Articles 112 et suivants de la Loi n° 78-17, en fournissant des garanties appropriées et suffisantes. Des informations sur les garanties appropriées ou suffisantes et les moyens d'en obtenir une copie peuvent être obtenues sur demande auprès du service en charge de la protection des données ou du service des ressources humaines qui vous concerne.

8. Vos droits

- Vous avez le droit de retirer votre consentement au traitement de vos données à caractère personnel conformément à l'Article 7 (3) du RGPD à tout moment, avec effet pour l'avenir. Le traitement effectué avant ce retrait reste par conséquent licite.
- Conformément à l'Article 15 du RGPD et à l'Article 49 de la Loi n° 78-17, vous pouvez demander des informations sur vos données à caractère personnel que nous traitons.
- Conformément à l'Article 16 du RGPD, vous pouvez demander la rectification immédiate des données à caractère personnel inexactes ou incomplètes que nous avons enregistrées.
- Conformément à l'Article 17 du RGPD et à l'Article 51 de la Loi n° 78-17, vous pouvez, dans les conditions stipulées, demander la suppression (ici l'anonymisation) des données à caractère personnel que nous conservons, sauf si des délais de conservation légaux en empêchent la suppression immédiate (ici l'anonymisation) (voir Article 17 (3) du RGPD) et/ou si un autre cas visé à l'Article 17 (3) du RGPD se présente et/ou si une nouvelle finalité justifie un traitement ultérieur.
- Conformément à l'Article 18 (1) du RGPD, vous pouvez demander la limitation du traitement des données si une ou plusieurs conditions visées à l'Article 18 (1) du RGPD, points a à d, sont

remplies.

- Conformément à l'Article 20 (1) du RGPD, vous pouvez recevoir les données à caractère personnel que nous traitons dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, et les transférer à un autre responsable, sans entrave de notre part.
- En outre, vous pouvez vous opposer au traitement de vos données à caractère personnel conformément à l'Article 21 (1) du RGPD. En cas d'opposition, nous mettrons fin au traitement des données à caractère personnel vous concernant. Toutefois, le droit d'opposition ne s'applique qu'en cas de circonstances particulières découlant de votre situation personnelle. En outre, des motifs impérieux et dignes de protection plaidant en faveur du traitement peuvent prévaloir. De plus, certaines finalités du traitement peuvent entrer en conflit avec votre droit d'opposition.
- Sans préjudice de tout autre recours administratif ou juridictionnel, vous avez également le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (cf. Article 77 du RGPD) si vous estimez que le traitement de vos données à caractère personnel viole les dispositions relatives à la protection des données. Dans ce cas, nous vous demandons toutefois d'envoyer votre réclamation en premier lieu aux coordonnées indiquées au point (1) ci-dessus.

9. Champ d'application de vos obligations de nous fournir vos données à caractère personnel

Vous ne devez fournir que les données à caractère personnel nécessaires à la prise de décision concernant la relation de travail, ou que nous sommes légalement tenus de recueillir (par exemple, pour fournir des preuves aux autorités). Sans ces données à caractère personnel, nous ne pourrions généralement pas traiter la procédure de candidature. Si nous vous demandons des données à caractère personnel supplémentaires, vous serez informé séparément de la nature volontaire de ces informations.

10. Prise de décision automatisée dans certains cas (notamment pour le profilage)

Nous n'utilisons pas de procédures décisionnelles entièrement automatisées, conformément à l'Article 22 du RGPD. Si nous sommes néanmoins amenés à utiliser une telle procédure à l'avenir dans certains cas, nous vous en informerons séparément si la loi l'exige.